

[Ottawa Citizen](#)>[Blogs](#) >[Sports](#)

Junior cross-country runners find success after training with Ottawa Lions Track and Field Club

October 21, 2011. 3:48 pm

MARTIN CLEARY

Maggie Scheunert of Garneau and David McHugh of Hillcrest have taken their cross-country running to the next level.

By joining the Ottawa Lions Track and Field Club after the 2010 cross-country season, the junior runners have noticed marked improvements as they won their respective junior girls' and boys' titles during this week's National Capital Secondary School Athletic Association east conference championships at the Hornet's Nest in Green's Creek Conservation Area.

When Scheunert started running with Garneau last year in Grade 9, there weren't a lot of girls, but they enjoyed themselves.

"The running was mainly for fun. There weren't a lot of fierce competitors. We'd come to practice twice a week, socialize and have fun," she said.

After she had a decent season in 2010, she realized she wanted to take it more seriously.

"I trained with the Ottawa Lions and one year of training has paid off," added Scheunert, who won the Canadian youth girls' 1,500-metre steeplechase in August. "I love to run and have fun at it.

"I find running a friendly sport. Everyone cheers for you and you try to beat yourself."

Scheunert posted a winning time of 16 minutes. 2.39 seconds over 4,000 metres to beat Kelsey Grimes of Hillcrest, 16:10.50, and Sydney Currier of Canterbury, 16:45.60.

McHugh, who placed 11th in the boys' midget race at the 2010 east championships, found success this year as a junior, after joining the Lions.

He won the junior boys' 6,000-metre race in 23:04.59 to beat Farah Abdulkarim of Gloucester, 23:12.43, and Jeremie Venne of Franco Cité, 23:16.24.

"I was part of the Lions last year and this is the first year I've trained competitively for cross-country running," McHugh said.

"Before, I wouldn't do as much training. But I'm much better prepared and worked hard over the winter, spring and summer. I have more speed and can go at a higher pace. As the race moves on, I move up the rankings."

They get to test their skills again on Thursday at the NCSSAA city championships on the same course.



2

25 octobre 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI

Lise Bourgeois réagit à l'accusation

Porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Clamant son innocence, Lise Bourgeois demeurera à la tête de La Cité collégiale. Rassemblé hier midi en réunion extraordinaire, le conseil d'administration de La Cité collégiale a convenu que la présidente de l'établissement, arrêtée la semaine dernière au volant de son véhicule, disposait de la légitimité nécessaire pour poursuivre son mandat.

« Elle est réputée innocente jusqu'à preuve du contraire, a déclaré en entrevue au Droit le président du conseil d'administration de La Cité, Jean Bartkowiak. Nous sommes préoccupés par l'accusation, oui, mais nous avons confiance dans le processus judiciaire. »

Mardi soir dernier, Lise Bourgeois a été arrêtée par la police d'Ottawa, puis accusée d'avoir refusé de se soumettre à l'alcootest. Mme Bourgeois soutient plutôt qu'elle n'a pu souffler de façon satisfaisante dans l'ivressomètre en raison d'une condition médicale.

Réagissant pour la première fois, par voie de communiqué, Mme Bourgeois a déclaré accueillir « avec quiétude la décision du conseil d'administration » de la maison d'enseignement. Elle regrette de se retrouver dans des circonstances « si fâcheuses pour elle et le collège ». Elle entend « présenter une défense pleine et entière contre l'accusation » et se dit sûre d'être acquittée, précise le communiqué.

« Je me sens entièrement capable de mener à bien les dossiers du collège avec l'appui de l'équipe de direction et de l'ensemble du personnel, et ce, dans le meilleur intérêt de nos étudiants. »

Mme Bourgeois doit comparaître en cour le 28 novembre prochain.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 25 Oct 2011 | Ottawa Citizen

Growth affects Sandy Hill

Re: Rock rolls out ambitious new plan for U of O, Oct. 24.

I applaud the University of Ottawa for its commitment to quality education by limiting enrolment growth, intensifying research and forging international links.

After adding dozens of new programs, several hundred new professors, and growing the student body from 25,000 to 40,000 in just 10 years, it is prudent to take stock and assess future direction. In response to student complaints about their experiences at the University of Ottawa, Allan Rock said "We are paying the price for years of rapid growth." I appreciate this remark.

The neighbourhood in which the University of Ottawa resides is also paying a price for this rapid growth. We are being challenged by a commensurate increase in noise, garbage, parking and property standards issues. These are complex and dynamic matters that affect everyone in the neighbourhood and require a joint approach by all stakeholders — including the university — to acknowledge and resolve. Universities in London and Kingston, for example, have offices that deal specifically with off-campus issues, and they are active members on their local Town and Gown Committees.

In light of its past ambition, we welcome the enrolment reprieve and encourage the University of Ottawa to demonstrate its commitment to strengthening community relations and working with us to ensure that Sandy Hill remains the vibrant, diverse and very livable neighbourhood that it is.

CHRISTOPHER COLLMORGEN, Ottawa President, Action Sandy Hill Community Association

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Près de 15 000 nouvelles places de « garderies à 7 \$ » créées d'ici 2016

L'Outaouais récolte une fraction des places



PATRICK DUQUETTE
pduquette@ledroit.com



PATRICK WOODBURY, Archives LeDroit

L'Outaouais n'obtient que 628 des 15 000 nouvelles places à contribution réduite qui s'ajouteront dans les garderies du Québec.

La ministre de la Famille, Yolande James, a annoncé hier la répartition des nouvelles places à 7 \$ qui verront le jour d'ici 2016.

Elles sont destinées à des installations, c'est-à-dire à des Centres de la petite enfance (CPE) ou à des garderies subventionnées.

Dans la répartition des places, l'Outaouais arrive loin derrière la Montérégie qui récolte la part du lion avec 3659 places. Suivent Montréal (1990), Lanaudière (1909), Québec (1485), les Laurentides (1376) et Chaudière-Appalaches (866).

Insatisfaction à l'association

L'Outaouais a-t-elle obtenu sa juste part? La directrice de l'As-

sociation des CPE de l'Outaouais, Anne Desforges, est convaincue que non. Elle ne se gêne pas pour questionner le mode de répartition, discutable selon elle, retenu par le ministère de la Famille pour distribuer les nouvelles places. La croissance rapide de la population, galvanisée par

l'immigration, n'a pas été suffisamment prise en considération, dit-elle. Pas plus que le baby-boom de l'Outaouais qui échappe en partie aux statistiques québécoises en raison du nombre élevé d'accouchements en Ontario. « Alors oui, je suis un peu découragée, même si j'applai-

dis l'effort du gouvernement de créer de nouvelles places en garderie. J'espérais qu'on avait fait valoir notre réalité particulière en Outaouais. Or elle se reflète où, cette réalité? Certainement pas dans les 628 places qu'on nous a accordées », dit M^{me} Desforges.

En 2008, l'Outaouais avait réclamé 900 places. Et obtenu « sa juste part », estime M^{me} Desforges. Trois ans plus tard, la liste d'attente régionale compte 11 300 noms. Les parents en attente d'une place pour leur enfant n'ont pas fini d'attendre le coup de fil providentiel. Il leur faut patienter des mois, parfois des années. « On se met dans leurs souliers à tous les jours et on sympathise avec ces familles-là. Et ce qui est alarmant, c'est que leur nombre ira en augmentant, à moyen et court terme », dit M^{me} Desforges.

M^{me} James au ministère de la Famille, Tony Tomassi, s'était retrouvé au cœur d'allégations de favoritisme dans la distribution de places en garderie. « On a déjà été accusé de distribuer les places en garderie selon un processus qui ne répondait pas aux critères et aux normes gouvernementales. Là, on a vraiment fait les choses d'une façon très différente, claire et rigoureuse. »

La présidente de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais, Paulette Lalande, espérait elle aussi obtenir davantage de places en garderie. « C'est certain que ce n'est pas suffisant pour combler les besoins », constate-t-elle.

Quant à savoir si l'Outaouais a obtenu sa juste part, M^{me} Lalande préfère ne pas y penser: « Notre juste part... On va essayer d'être positif. On a eu 628 places. On aurait pu en avoir 400. Oui, c'est vrai, on en avait demandé 900. Il faut cesser d'être négatif par rapport à tout ce qui nous arrive et essayer de voir le côté positif. Ce que ça nous dit, c'est que pour la prochaine demande, qui va avoir lieu en 2016, il va peut-être falloir préparer un dossier qui va faire qu'on va le regarder plus attentivement. »

La décision défendue

La députée de Hull, Maryse Gaudreault, aurait souhaité pouvoir annoncer davantage de places en garderies pour l'Outaouais. Mais elle défend les critères retenus par son gouvernement pour répartir les places. Le prédécesseur de

SI SEULEMENT PRENDRE UN RENDEZ-VOUS CHEZ LE MÉDECIN ÉTAIT AUSSI FACILE.

Simplicité. Votre BMW détermine lui-même l'échéance d'un entretien. Lorsque nécessaire, il transmet automatiquement les données pertinentes à votre centre d'entretien, qui lui vous rappelle pour convenir d'un rendez-vous. Une autre innovation qui rend BMW remarquable.

L'ÉVÈNEMENT INNOVATION ACCÉLÉRÉE
JUSQU'AU 31 OCTOBRE SEULEMENT.

Elite Automobiles Inc.
1040, chemin Ogilvie
613.749.7700
elitebmw.com

Otto's BMW Centre
660, chemin Hunt Club
613.725.3048
ottosbmw.ca



Le BMW 328i xDrive 2011

TRANSMISSION AUTOMATIQUE INCLUSE	PRIX DE VENTE 40 065 \$**	MENSUALITÉS À LA LOCATION 449 \$ 4 ANS / 80 000 KM 4 ANS / 80 000 KM	TAXI À LA LOCATION 1,9 % ASSURÉ 4 ANS
----------------------------------	-------------------------------------	--	--

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS 4 ans ou 80 000 km*

Modèle européen monté. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. ** Offre à l'achat. Le prix de vente est de 40 065 \$, ce qui inclut le PDSF (41 550 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (21,36 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 499 \$), les frais DMV (5 \$) et le réseau BMW Canada. TVA et immatriculation en sus. * Taxe à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 328i xDrive 2011 en stock. ** Offre à la location: 41 550 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 1,9 %, avec un acompte de 900 \$, pour des mensualités de 449 \$. Un montant de 4 490 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, les frais DMV (5 \$), la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA, TVA et immatriculation en sus et les options à la signature. Remboursement en partie du véhicule, options, assurances et taxes locales applicables en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 17 036 \$. L'obligation locale totale est de 25 053,47 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km (0,15 \$ du kilomètre excédentaire). Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Ces frais peuvent être exigés pour cause récessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 octobre 2011. * Les véhicules BMW 2011 livrés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux dépenses recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventuelle. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2011 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

Printed and distributed by Newspaper Direct
www.newspaperdirect.com TEL: 514.383.1333 FAX: 514.383.1334

LEDROIT, LE MARDI 25 OCTOBRE 2011

Tête-à-tête avec le maire d'Ottawa, Jim Watson

Un an à la mairie, encore bien des défis



FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

Mercredi, 25 août 2010. Le conseil municipal d'Ottawa se rassemble une dernière fois avant le déclenchement de la campagne électorale. La tension est palpable autour de la table. Le maire Larry O'Brien est à couteaux tirés avec près de la moitié de ses collègues. Entre échevins, les désaccords sont nombreux. Et la rencontre s'étire.

Mercredi, 8 décembre 2010. Un conseil rajeuni de 11 nouveaux visages sur 24 se réunit pour la première fois après les élections du 25 octobre. Les élus endossent à l'unanimité et sans débat la promesse électorale du nouveau maire Jim Watson de ne pas hausser les impôts fonciers de plus de 2,5% par année. À la mi-janvier, une première ébauche budgétaire respectant cet engagement est déposée. Deux mois plus tard, le document est entériné par l'ensemble du conseil. Le maire est ovationné.



ETIENNE RANGER, LeDroit

Comme il l'a fait peu après son élection, l'an dernier, le maire Watson a accepté de partager un *smoked meat* au Dunn's Famous Deli, rue Elgin. Quand on lui demande ce qui a le plus changé depuis un an, il répond candidement. « C'est le ton. C'est aussi simple que ça. Et ça marche. »

Changer le ton

« Les gens me disaient qu'ils en avaient assez des batailles. C'est ce que j'ai entendu le plus souvent durant la campagne. Ils voulaient voir leur conseil municipal travailler ensemble, en équipe. C'est ce que nous avons réussi à faire jusqu'à maintenant et j'en suis très fier », confie M. Watson au *Droit*.

Comme il l'a fait peu après son élection à la mairie, l'an dernier, M. Watson a accepté récemment de partager un *smoked meat* au Dunn's Famous Deli, rue Elgin, pour dresser un bilan de la première année de son mandat. Il y a un an, jour pour jour, le premier magistrat revenait à l'hôtel de ville d'Ottawa, lieu de ses premières armes en politique. L'ex-échevin devenu maire, puis ministre à Queen's Park venait de l'emporter avec 49% des voix,

soit deux fois plus que le maire sortant Larry O'Brien.

« Ce qui a changé, c'est le ton. C'est aussi simple que ça. Et ça marche », affirme candidement M. Watson.

Les défis de la Ville d'Ottawa ne sont pourtant pas moindres parce qu'un nouveau conseil en tient les rênes. Il y a toujours un parc Lansdowne à revitaliser d'ici 2015. Il y a toujours la première phase d'un réseau de train léger à bâtir d'ici 2017. Il y a encore une paix durable à instaurer avec les 2300 chauffeurs, mécaniciens et réparateurs d'OC Transpo. « Ma philosophie est : *Just do it!* », lance le maire.

M. Watson a réussi à donner suite à presque toutes ses promesses électorales en l'espace

d'un an. « Le plus important était de nous donner un bon budget », selon lui. C'est ce « bon budget » qui a permis à l'administration municipale, entre autres, de geler les frais d'utilisation des installations récréatives et d'investir 14 millions \$ dans la lutte à la pauvreté et la construction de logements abordables.

Mais c'est aussi ce « bon budget » qui oblige OC Transpo à se serrer la ceinture à hauteur de 20 millions \$ par année. Les changements apportés à plus d'une centaine de trajets, consolidés ou éliminés, ont laissé bon nombre d'utilisateurs mécontents. Ceux-ci sont désormais plus nombreux à s'entasser dans les mêmes autobus qui passent moins fréquemment. Le maire soutient, pour sa part,

que ces changements étaient nécessaires.

Un seul regret

M. Watson n'aura qu'un seul regret aujourd'hui alors qu'il soufflera la première bougie de son mandat à la mairie d'Ottawa : sa suggestion du nom controversé de Charlotte Whitton pour le nouvel édifice qui abrite les archives municipales et le centre de distribution de la bibliothèque publique. Une suggestion qu'il reconnaît malvenue pour les communautés francophone et juive de la capitale, que l'ancienne maîtresse dans les années 1950 et 1960 ne portait pas dans son cœur. « J'aurais dû, dès le départ, suivre le processus de consultation la Ville pour les

dénominations commémoratives », admet le maire.

Si le ton a changé à l'hôtel de ville, Jim Watson, lui, n'a pas tellement changé d'un *smoked meat* à l'autre. Il demeure le même homme affable et accessible. Il continue à multiplier les apparitions publiques. Certains samedis, il peut se pointer jusqu'à une quinzaine d'événements différents à la grandeur de la ville. « C'est important pour moi de rester en contact avec les électeurs », affirme le politicien de 50 ans.

Demain, les élus municipaux jetteront un premier coup d'œil au budget de fonctionnement 2012 de la Ville d'Ottawa, au budget de la police et au budget du transport en commun. On s'attend à ce qu'ils respectent tous la règle du 2,5%.

LEDROIT, LE MARDI 25 OCTOBRE 2011

LA MAZDA 2011 QUE VOUS VOULEZ VRAIMENT À UN PRIX QUE VOUS VOULEZ PAYER

CX-7
Prix à l'achat complet à partir de **23 950\$***

TAXE SUR L'AIR CLIMATISÉ, FRAIS DE TRANSPORT ET DE PRÉPARATION INCLUS. TAXES EN SUS.

ou

0% de financement à l'achat pour **84 mois***

TRIBUTE
Prix à l'achat complet à partir de **19 495\$***

TAXE SUR L'AIR CLIMATISÉ, FRAIS DE TRANSPORT ET DE PRÉPARATION INCLUS. TAXES EN SUS.

ou

0% de financement à l'achat pour **84 mois***

961, boul. St-Joseph, Gatineau 819 776-6700
www.argusmazda.com

ARGUS **MAZDA**

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR. Le prix à l'achat comprend de 23 950\$ annoncé pour un(e) CX-7 2011 (PRIXS/MAJUS) 19 495\$ annoncé pour un Tribute CX-7 2011 (PRIXS/MAJUS) inclut les frais de transport et de préparation (1 795\$/1 695\$), la taxe sur l'air climatisé (105\$/105\$) une prime à l'achat comptant de 4 440\$/5 720\$. L'ajoutement du prix de vente à l'achat est déduit du prix négocié avant les taxes; il ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. Les taxes annuelles de financement à l'achat de 0% jusqu'à 84 mois est disponible sur les CX-7 2011 neufs et Tribute 2011 neufs. L'immatriculation, les assurances, la TPSTV et les autres frais du concessionnaire ne sont pas inclus. Le financement à l'achat est disponible sur approbation du crédit pour les clients éligibles seulement. *Ces offres sont valables jusqu'au 31 octobre 2011, selon la disponibilité des stocks. Taxes, assurances, frais d'inscription au ROPRM, immatriculation et tous les frais et taxes au profit de l'environnement en sus. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Voyez Argus Mazda pour tous les détails.

25 octobre 2011 | Le Droit

La sympathie d'une mère

Je suis la mère de celle qu'on accuse d'avoir commis certaines fautes lors de son mandat de directrice générale pour l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (« Sortie de crise à l'AFO », LeDroit, 30 septembre). Ma fille n'a pas la liberté de commenter les allégations d'employés qui, malgré le départ de leur directrice, ne sont toujours pas pleinement rassasiés.

La question qui me reste est : pourquoi ? Quelles étaient les intentions des personnes qui ont approché le journal LeDroit ? Qui sont les personnes qui se sont donné la mission de faire l'évaluation de leur supérieure sur ses quatre années en fonction ? Des employés qui ont signé ce mémoire, combien avaient effectivement travaillé avec elle ?

En tant qu'employeur, j'aimerais savoir si la personne que je m'appête à embaucher s'est jointe à une mutinerie perverse et qui, après avoir obtenu un départ, ont la bassesse d'amener le tout sur la place publique. Le journaliste a le droit de protéger ses sources, mais c'est trop facile de laisser tout ce pouvoir aux gens qui ne cherchent qu'à détruire une personne tenue à l'écart pendant plus d'un an, qui n'a jamais eu d'évaluation négative et qui n'aura jamais pu corriger ce qu'on lui reproche.

Laisser ce pouvoir à quelques-uns, c'est aussi permettre à ces gens de discréditer l'AFO, notre groupe porte-parole franco-ontarien aux prises avec l'immense défi de faire l'unanimité dans une communauté souvent divisée.

En bout de ligne, qu'est-ce que LeDroit avait à gagner à mettre en première page les déboires d'une AFO vivant une crise interne ? Et en rajouter le lendemain ?

Je travaille moi-même pour la francophonie depuis de nombreuses années. Je sais qu'il y a un prix à payer quand on accepte des responsabilités aussi complexes et qu'on se trouve entre un conseil d'administration et un groupe d'employés. On nous accorde pleine confiance et quand elle est éprouvée, ébranlée, le plancher s'ouvre sous nos pieds et il n'y a rien pour nous protéger de ce que certains auront fomenté contre nous.

Diane Vachon, Directrice générale, Parents partenaires en éducation

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 octobre 2011 | Le Droit | JEAN-FRANÇOIS DUGAS

Ottawa n'échappe pas aux gangs de rue

La Ville d'Ottawa n'échappe pas au fléau du phénomène des gangs de rues.

Prévention du crime Ottawa, en collaboration avec le Bureau des services à la jeunesse (BSJ), a présenté hier les résultats de plusieurs recherches permettant de dresser un portrait de la situation dans la capitale nationale, d'identifier l'origine de cette tendance et de proposer des pistes de solution.

« On ne parle pas des Hells Angels, ni des Bandidos. Ce sont des gangs complètement différents, mais qui participent à toutes sortes d'activités illicites », a souligné Mark Patterson, sergent-détective de l'unité des armes et des gangs de la police d'Ottawa. « Mais le problème de gangs de rues existe et ils oeuvrent surtout dans le trafic de la drogue, des armes et de la prostitution juvénile car c'est très lucratif. »

Selon les dernières données, il y aurait 434 membres ou sympathisants de six bandes majeures à Ottawa. Les Crips et les Bloods dominent le paysage, avec 142 et 102 membres.

« Ils n'ont aucune affiliation aux bandes de rues de la Californie qui portent ce nom. Ils ont simplement emprunté ce nom. À Ottawa, les membres d'un gang font affaires avec d'autres. Les Crips travaillent avec les Bloods partout à Ottawa parce que l'important, c'est de faire de l'argent », a expliqué M. Patterson.

Étonnamment, la majorité des membres actifs ou des associés sont âgés entre 22 et 29 ans. Des jeunes adolescents sont également recrutés, souvent à titre d'intermédiaire pour des transactions de drogues.

Problème canadien

Professeure à l'Université d'Ottawa, Katharine Kelly a rencontré 16 personnes, âgées entre 18 et 31 ans, ayant participé dans une variété de crimes au sein des gangs de rues d'Ottawa afin de mieux comprendre leur origine.

Des 16 individus interviewés, treize ont immigré au Canada en provenance de divers pays – Congo, Iran, Kuwait, Liban, Pakistan, Arabie Saoudite, Soudan, Somalie – où la violence faisait partie de leur quotidien, a-t-elle constaté. « La plupart avaient un historique de traumatismes ou avaient fui des guerres civiles. Ils ont été témoins de violence, ont perdu un parent ou ont été confrontés à un abandon. Mais, c'est un problème made in Canada », a-t-elle spécifié.

« Il faut savoir que la majorité des membres de gangs sont des Canadiens : ils sont suivis par les immigrants. Quand les réfugiés arrivent au Canada, ils ne connaissent pas le phénomène de gangs. Ils apprennent cette violence au Canada », a ajouté Shukriah Samantar, intervenante auprès du programme pour la communauté ethnoculturelle du BSJ.

Mme Samantar a rappelé aussi que des différences culturelles contribuent aux écarts de conduites des immigrants. Alors qu'il est souvent fréquent que toute une communauté éduque un jeune dans d'autres pays, la réalité est tout autre au Canada : l'élevage d'un enfant est l'affaire de la famille immédiate. On ne verra jamais un étranger réprimander un jeune, l'accrocher par l'oreille et le rapporter à ses parents, a-t-elle soutenu. « Les parents ne sont pas bien outillés car eux-mêmes arrivent à peine de s'intégrer convenablement. »

De multiples facettes

Le phénomène des gangs de rues est un problème à plusieurs facettes. Et la solution est tout autant complexe, ont affirmé hier des spécialistes du domaine. « Il n'existe aucun programme spécifique pour 'sortir' un jeune d'un gang. Chose certaine, afin de les réintégrer convenablement dans la société, il faut leur trouver une alternative pour combler le besoin rempli par un gang de rue », a signalé Laura Dunbar, étudiante au doctorat à l'Institut pour la prévention de la criminalité de l'Université d'Ottawa.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 25 Oct 2011 | Ottawa Citizen | MEGHAN HURLEY mhurley@ottawacitizen.com
twitter.com/meghan_hurley

La Cité president charged with refusing breathalyzer

Will continue at post until case complete, board says

The president of La Cité collégiale was charged last week with refusing to take a breathalyzer test, the Citizen has learned.

An off-duty RCMP officer saw a woman driving a high-end vehicle that was swerving all over the road.

The RCMP officer called Ottawa police, who pulled over the woman's car on Cummings Avenue around 11:20 p.m. on Oct. 18.

The woman refused to take a breathalyzer test and her car was impounded on the scene.

Lise Bourgeois was charged with refusing to take a breathalyzer test and released on a promise to appear in court on Nov. 28.

The La Cité collégiale board of directors held a meeting Monday to discuss the charge Bourgeois faces.

The board is concerned about the charge, but says that Bourgeois will continue to perform her duties as president until court proceedings are complete, according to a release sent out Monday.

"She regretted finding herself in such unfortunate circumstances for herself and for the college, but said she is confident that when all the facts are known in court, there will be a successful conclusion," the statement said.

Bourgeois left her post as director of education at the Conseil des écoles catholiques du Centre-Est and took over as president of La Cité collégiale.

La Cité collégiale is the largest French-language applied arts and technology college in Ontario and offers more than 90 programs and boasts more than 4,000 full-time students.

Bourgeois grew up in Embrun and went to a one-room French elementary school. At 18, she got her first job teaching a Grade 2 class.

Teachers didn't need university degrees back then, but Bourgeois wanted one anyway.

She took classes at the University of Ottawa at night and during the summer, while raising two daughters who are now in their 30s. She later went back for a master's degree.

She spent 30 years at the French Catholic school board covering territory beyond Ottawa before arriving at the Ottawa board in 2003.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 octobre 2011 | Le Droit

Moustache et cancer

Je vais vous parler d'un sujet ce matin dont je n'aime pas parler. Mais il y a de ces jours où je n'ai pas le choix. Je veux vous parler du cancer. Cette satanée maladie qui touche un homme sur deux et une femme sur trois. Ce sont les statistiques. Je n'invente rien.

« Un homme sur six recevra un diagnostic de cancer de la prostate au cours de sa vie. Un nouveau cas est diagnostiqué toutes les 2,7 minutes et un homme meurt du cancer de la prostate toutes les 19 minutes. Les taux de cancer de la prostate chez les hommes sont comparables aux taux de cancer du sein chez les femmes », peut-on lire dans un communiqué de presse de Cancer de la prostate Canada.

Troublant. Je ne fais que transcrire ce que je lis et je deviens tout croche. J'ai peur du cancer. J'ai peur de la mort.

Et pour faire ma part dans la lutte contre cette maudite maladie, je pense que je vais me faire pousser une moustache. J'y songe. J'hésite. J'en ai parlé à ma blonde.

« Tu sais ce que je pense des moustaches, m'a-t-elle répondu, mais si c'est pour une bonne cause et que ce n'est que pour un mois, à toi de décider ».

Certains d'entre vous allez vous demander quel est le rapport entre le cancer de la prostate et des poils sous mon nez.

C'est qu'à chaque mois de novembre, le mouvement « Movember » invite les hommes partout sur la planète à se laisser pousser la moustache (ou « mos », comme on dit en Australie) tout en amassant des fonds et sensibiliser le public à la santé masculine.

C'est quoi « Movember », me demandez-vous?

C'est un mouvement qui a commencé en Australie en 2003. Un certain Adam Garone et ses amis ont décidé de se faire pousser une moustache pour sensibiliser le public au cancer de la prostate et, du même coup, amasser de l'argent pour la recherche sur ce type de cancer. À leur grande surprise, leurs efforts se sont transformés en un mouvement mondial.

Jusqu'à maintenant, plus de 500 000 hommes ont porté la moustache en novembre pour amasser plus de 176 millions \$. L'an dernier, quelque 119 000 Canadiens ont utilisé le pouvoir de « Movember » pour amasser 22,3 millions\$ pour Cancer de la prostate Canada. Ce n'est pas rien.

Et en lisant sur « Movember », je me suis dit que je pourrais peut-être apporter ma contribution à ce mouvement, si petite soit-elle. J'y songe. J'y pense. J'hésite.

Ce ne serait pourtant pas une première pour moi. J'ai été moustachu pendant plus de 20 ans de ma vie. Je me suis fait pousser une moustache vers l'âge de 20 ans et je l'ai portée jusque dans la quarantaine.

Il y a sept ou huit ans, alors que Manon passait le week-end au chalet d'une amie, j'ai décidé sur un coup de tête de me raser la moustache. J'en avais assez. Comme ça, après plus de 20 ans. Adieu moustache.

Manon ne m'avait jamais reproché d'en porter une. Jamais. Pas un mot. J'ai toujours ignoré qu'elle détestait les moustaches. Mais quand elle est revenue du chalet de son amie, elle était tellement heureuse de ma décision qu'elle m'a fait promettre de ne plus jamais me joindre au club des moustachus.

Mais là c'est différent. Ce serait pour une bonne cause et je pourrais la raser dès le 1er décembre. J'y songe. J'y pense. J'hésite. Et vous chers lecteurs? Si j'embarque dans « Movember » et que je m'enregistre comme participant officiel, allez-vous m'appuyer ? Allez-vous contribuer ? Allez-vous offrir quelques sous pour lutter contre le cancer de la prostate?

Je prends ma décision d'ici quelques jours. Je vous reviens là-dessus mardi prochain, soit le 1er novembre.

D'ici là, j'y pense. J'y songe. J'hésite...

Valérie Leblanc

Parlant de contribution... Êtes-vous généreux, chers étudiants du Cégep de l'Outaouais? J'espère que oui.

Parce que demain midi, de 11h30 à 13 h, la mère de (feue) Valérie Leblanc, Julie Charron, le sénateur Jean-Hugues Boisvenu et la propriétaire de la boutique « Fêtes en Boîtes » (où Valérie travaillait), Danielle Soucy, seront au cégep pour vendre du sucre d'orge à 1\$ afin de financer Échec au crime, et ainsi permettre d'offrir 1 000\$ à quiconque fournira de l'information menant à l'arrestation de l'assassin de Valérie Leblanc.

Et une fois l'objectif atteint, les profits seront remis à l'Association des familles de personnes

assassinées ou disparues.



Soyez généreux la gang. Dieu sait que c'est pour une bonne cause.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 octobre 2011 | Le Droit | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

Le conseil s'ouvrira avec l'Ô Canada

Correspondant régional

MAZDA ELITE GATINEAU

LA FAMILLE MAZDA3 2012 À PARTIR DE **15 595\$**
PREUX DE VENTE 17 190\$

TECHNOLOGIE **SKYACTIV**
155CH. 4,9 L/100 KM

SKYACTIV-G
 Une nouvelle génération de moteurs à essence à injection directe hautement efficaces qui affichent un taux de compression de 13,0:1, le plus élevé au monde pour un moteur à essence.

Louer à partir de **199\$**/mois **48** mois **0\$** comptant **0\$** dépôt de sécurité

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

1205, BOUL. LA VÉRENDRYE OUEST • GATINEAU ELITEMAZDA.CA • 819.568.6000

* Temps et préparateur inclus. * Location à partir de 2,5%. Transport préparateur inclus. Taxes locales. Financement à la vente pour le client au bail 10 000 000. 100% de crédit. Hébergement et location 100%.

Les réunions du conseil municipal de Russell, dans l'Est ontarien, pourraient s'ouvrir sur les airs solennels d'Ô Canada. Un conseiller propose d'ajouter l'hymne national du Canada aux procédures d'ouverture des réunions publiques.

« L'hymne national est joué dans les classes d'école et avant les matches sportifs. C'est quelque chose qui est inculqué très jeune à nos enfants. Je crois que nous devons montrer l'exemple et faire de même au conseil municipal, car nous sentons que la fierté canadienne n'est plus toujours au rendez-vous à notre époque. Chanter l'Ô Canada avant les réunions, c'est une occasion de célébrer cette fierté », croit l'échevin Pierre Leroux.

Le chant patriotique vient s'ajouter à la prière, une tradition enchâssée dans les moeurs du conseil, qui souligne ainsi l'ouverture des séances. Réciter une prière avant les réunions du conseil municipal est chose courante dans les Comtés unis de Prescott et Russell (CUPR). Seuls les villages de Casselman, Champlain et Hawkesbury Est ne récitent pas la prière avant le début des réunions publiques. Mais chanter l'hymne national serait une première au sein des municipalités membres des CUPR.

« Si nous sommes les premiers (à chanter l'hymne national aux réunions du conseil), c'est parfait pour moi. On montre l'exemple », estime le conseiller Leroux.

Chanter l'hymne national au début des réunions du conseil municipal nécessite une modification aux procédures officielles, ce qui nécessitera plusieurs étapes administratives en vertu de la loi sur les municipalités. Mais ce ne sont que des formalités, car les élus ont accepté à l'unanimité d'entamer le processus qui pourrait s'étirer jusqu'en novembre.

Une nouvelle tradition pourrait donc prendre racine à Russell, en décembre prochain.



« Je suis toujours en faveur de l'utilisation du drapeau du Canada et de notre hymne national dans la vie quotidienne des gens du pays », s'est réjoui le député fédéral conservateur de Glengarry-
Prescott-Russell, Pierre Lemieux. « Je félicite le conseil de Russell pour cette initiative. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



2^e RENCONTRE ANNUELLE DU PADL : LES DROITS SCOLAIRES AU CŒUR DES DÉBATS

Ottawa, le 24 octobre 2011 – Le Programme d'appui aux droits linguistiques (PADL) organise sa deuxième rencontre annuelle le 28 octobre 2011, à Ottawa, où se réuniront des représentants de conseils scolaires, d'organismes communautaires et de divers ministères gouvernementaux venant de partout à travers le pays.

La rencontre portera plus particulièrement sur le thème « L'avancement des droits à l'instruction dans la langue de la minorité garantis par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* : gestion des admissions et interprétation d'une instruction aux niveaux primaire et secondaire ».

Des juristes experts en droits linguistiques présenteront leur analyse de l'interprétation de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et les éléments de droit à l'instruction dans la langue de la minorité actuellement devant les tribunaux.

L'impact de l'étendue possible de ces droits sera discuté par des spécialistes issus du milieu de la sociologie, de l'éducation et d'organismes communautaires. Ils se pencheront sur la question de la gestion des admissions ainsi que l'interprétation de l'instruction primaire et de l'instruction secondaire.

« Les décisions judiciaires à venir sur l'instruction dans la langue de la minorité auront un impact marquant sur les droits scolaires », a déclaré Geneviève Boudreau, directrice du PADL. « Les droits linguistiques en matière d'éducation sont cruciaux au développement et à l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire. »

Pendant l'année financière terminée en mars 2011, le Programme d'appui aux droits linguistiques a octroyé des fonds pour huit demandes de financement qui portent sur les droits scolaires.

Le Programme d'appui aux droits linguistiques offre un appui financier pour des modes alternatifs de résolution de conflits et des recours judiciaires relatifs aux droits linguistiques constitutionnels. Le PADL fait également la promotion des droits linguistiques constitutionnels par l'entremise de l'éducation publique.

25 octobre 2011 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT

Radio Enfant veut être traitée comme une grande

Ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

Aux audiences publiques organisées par le ministère de la Culture et des Communications au sujet de l'avenir du journalisme et de l'information, hier à Gatineau, le responsable de Radio Enfant, Michel Delorme, a déclaré que de confiner cette radio à la diffusion sur le Web, équivaut à dire aux enfants : « Tu fais de la radio ? Va-t'en dans la garde-robe ! ».



MARTIN ROY, Ledroit

Le responsable de Radio Enfant, Michel Delorme, a demandé à la ministre Christine St-Pierre d'être traité comme les autres radios communautaires, hier. Une demande accueillie prudemment par la ministre.

« À peu près personne n'écoute ça », a lancé M. Delorme, dépité par le refus de Québec de subventionner Radio Enfant au même titre que les autres radios communautaires.

« On y va sur le Web. Notre radio y est diffusée, mais ce n'est pas suffisant », dit-il. « Il nous faut

continuer à diffuser sur la bande AM, mais ça coûte très cher. Présentement, nous sommes financés par une contribution d'Astral, qui a cette obligation en vertu d'une décision du CRTC, mais il nous faudrait une aide de 50 000 \$, comme les autres radios communautaires, pour éviter d'accumuler un déficit comme nous le faisons depuis l'ouverture de la station, l'an dernier. »

Créée il y a une dizaine d'années, la station Radio Enfant permet aux jeunes de s'exprimer et créer des émissions à leur image. La station a d'abord émis par périodes intermittentes, mais, depuis un an, elle est en ondes 24 heures par jour.

La ministre Christine SaintPierre a accueilli prudemment la demande de M. Delorme. Elle a rappelé que les stations de radio communautaires spécialisées ne sont pas subventionnées par le programme actuel. « On révisé nos programmes, mais nos enveloppes budgétaires sont très serrées. [...] Mais c'est un homme passionné et il sait qu'il y a des possibilités ailleurs, notamment au bureau du premier ministre, qui est responsable des dossiers de la jeunesse », a indiqué la ministre.

D'autres responsables de médias communautaires, comme la radio CHIP du Pontiac, le journal L'Écho de Cantley et la station de télévision communautaire TVC de Buckingham, sont aussi venus plaider pour une meilleure aide financière, en soulignant les liens étroits entre ces médias et leurs milieux respectifs, une chose que les grands médias ne parviennent pas toujours à accomplir.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 25 Oct 2011 | Ottawa Citizen | ANDREW SEYMOUR

Algonquin student pleads guilty to robbing 12 banks

Passed menacing notes in 2009 spree

An Algonquin College student who dressed up in dark sunglasses and a ball cap and passed menacing notes to bank tellers daring them to “try me” and vowing he had “nothing to lose” pleaded guilty to robbing a dozen banks Monday.

Roy Harb’s crime spree lasted a little under three months, and included three robberies within about a four-hour period on the same day in August 2009.

The teenager had just made off with the biggest score in his young career as a bank robber — \$6,000 from a Bank of Montreal on Richmond Road — when an Ottawa police surveillance team descended on his home.

Harb, then 19, had just been dropped off by a car matching the description of the getaway vehicle in the last robbery. In his pockets was \$4,590 in cash, predominantly in large bills. It was considerably less than the nearly \$14,000 he had stolen during his three holdups that day.

Police had been tipped off that Harb was the robber by a confidential source in July 2009, although police didn’t witness any of his August robberies.

Harb, who had been robbing banks since May 21, 2009, admitted to police that he had held up 12 banks, and twice robbed two different banks in the same day.

Harb detailed for detectives what disguises he wore, what he said to tellers and the amounts of cash he received. Harb even identified himself in surveillance videos.

He later directed police to another \$1,400 in stolen money in a safe in his bedroom closet, providing investigators the combination to the lock so they could retrieve the cash.

In each of the robberies, Harb, 21, wore a ball cap and dark sunglasses.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 25 Oct 2011 | Ottawa Citizen | Aseymour@ottawacitizen.com

Guilty: Court was given no explanation for bank robberies

He handed the teller a note, usually indicating that he had a gun. Occasionally the note would also say he would shoot or kill the teller.

During some of the robberies, Harb indicated in his note that he "had nothing to lose" and to "try me." The notes asked for amounts ranging from \$10,000 to \$20,000, although the most money he ever received was the \$6,000 in his final robbery.

In total, Harb took \$33,330, although \$2,650 of that amount was recovered after a dye pack exploded.

Harb seemed to catch on quickly after that. During the next robbery four days later, he took the dye packs out and left them behind before leaving the bank with his stolen cash.

At the time of the robberies, Harb was studying heating, cooling and engineering at Algonquin, according to family members. He lived at home with his parents and two siblings, they said.

No explanation for why Harb robbed the banks was given in court Monday. Harb, who had been out on bail, was taken into custody following his guilty plea to a single count of robbery.

The now 21-year-old Harb is expected to be sentenced Jan. 23.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 25 Oct 2011 | Ottawa Citizen

For the United Way's new model, time will tell

Re: The divided Way, Oct. 22.

Congratulations to Louisa Taylor for her article on the changes that have been taking place at United Way Ottawa over the past 10 years.

As a member of the Community Investment Committee for the past year and previous to that as a member of the Neighbourhood/Agency Capacity Impact Council for four years, I have had a front-row seat concerning this issue.

My purpose in writing is not so much to rehash the various community viewpoints on this evolution, but to state that Taylor has done a very accurate piece of writing on both opposing viewpoints. This is the type of objective and analytical journalism that we need more of. As to the issue of the effectiveness and impact of the United Way's new model, one I am personally committed too, only time will tell. It is my hope that all of the media in Ottawa will continue to report on the social and health sector in our community with the same sort of "old time" journalism.

GEORGE BROWN,
Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.